



Terre de talents

Vie de la cité

DÉCISION n°2024/369

Objet : Convention d'occupation pour la mise à disposition du LCR DE LA QUEUE D'OISEAU pour la saison 2024/2025 - CONSEIL SYNDICAL ORMERAIE 1

Le Maire des Ulis,

Vu la loi du 2 mars 1982 relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions ;

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L.2122-22 et L.2122-23 donnant délégation d'une partie des attributions du Conseil municipal au Maire ;

Vu le Code général de la propriété des personnes publiques notamment ses articles L.2122-1 et L.2125-1 ;

Vu la délibération n°2020/080 du 10 juillet 2020, par laquelle le Conseil municipal délègue au Maire ses pouvoirs, pour la durée de son mandat, en vertu des articles susvisés du Code général des collectivités territoriales, complétée par la délibération n°2023/076 du 14 septembre 2023 ;

Vu la délibération n°2023/023 du Conseil municipal en date du 13 avril 2023 portant sur la mise à disposition des locaux municipaux ;

Vu le projet de convention avec le CONSEIL SYNDICAL ORMERAIE 1, représentée par M. José CORCIERO, Président ;

Considérant que dans le cadre de la politique communale de promotion des activités sportives, culturelles d'intérêts général, proposées par les diverses associations ulissiennes et les partenaires de la Commune, des locaux sont mis à disposition de ceux-ci à titre gracieux et précaire ;

DÉCIDE

Article 1

De signer une convention d'occupation à titre gracieux et précaire du LCR DE LA QUEUE D'OISEAU avec le CONSEIL SYNDICAL ORMERAIE 1, sise 11, allée des Bergeronnettes aux ULIS (91940), représentée par M. José CORCIERO, Président, pour des activités associatives, assemblées générales et des réunions publiques.

Article 2

Les activités se dérouleront aux créneaux horaires et jours indiqués dans la convention.

Accusé de réception en préfecture
091-219106929-20240919-2024-369-AU
Date de télétransmission : 25/09/2024
Date de réception préfecture : 25/09/2024

Article 3

La convention est établie à compter de la date de sa signature, et ce, jusqu'au 31 août 2025. Les conditions de cette mise à disposition sont consignées dans la convention.

Article 4

La présente décision sera portée à la connaissance du Conseil municipal lors de sa prochaine séance et sera affichée conformément aux dispositions prévues par l'article L.2122-23 du Code général des collectivités territoriales. Elle est susceptible de recours devant le Tribunal Administratif de Versailles dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

Les Ulis,
Le 19 septembre 2024

 Clôvis CASSAN
Maire des Ulis